

	Gouvernance numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Entrepreneuriat numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Création d’emplois		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Compétences/compétences numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: Transports		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire : 14.020120</p> <p>Coût total estimé : 13 700 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l’UE EUR 13 700 000 EUR</p> <p>Cette action s’inscrit dans l’Initiative Équipe Europe (IEE) “Transition vers une Économie verte et bleue” à laquelle l’Allemagne, la Belgique, la France, l’Espagne et leurs agences de coopération : l’Agence française de développement (AFD), la Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ), le Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), l’Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID) et l’Agence belge de développement (ENABEL) contribuent.</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion) ¹	<p>Gestion indirecte avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1</p> <p>Garantie budgétaire telle qu’indiquée à la section 4.4.2</p>			

1.2 Résumé de l'Action

Les faibles performances du secteur agropastoral en Mauritanie nécessitent qu'une transformation profonde des systèmes alimentaires soit opérée afin de répondre aux nombreux défis qui se manifestent de manière récurrente par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette Action se situe dans le processus de reconquête par la Mauritanie de sa souveraineté alimentaire, notamment pour sécuriser l'approvisionnement des marchés urbains et ruraux en produits alimentaires de qualité, agir simultanément sur les causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que renforcer la résilience des populations rurales les plus vulnérables face aux chocs qui se sont imposés avec force ces dernières décennies en Mauritanie. Une irrégularité au niveau des précipitations et de leur répartition spatio-temporelle, des températures de l'air de plus en plus élevées, des épisodes de sécheresses et d'inondations plus fréquents, une diminution des apports en eau par le fleuve Sénégal, une dégradation notable des terres, une plus grande fragilité des écosystèmes et de leur dynamique sont quelques éléments qui montrent que les effets du changement climatique en Mauritanie, avec pour conséquences une amplification des problèmes

¹ Art. 27 NDICI